



## Manipulateur, Autoritaire, Méprisant, Menteur,

Depuis 2017, la CGT Éduc'action mène un combat sans relâche contre les réformes de Jean-Michel Blanquer dans l'Éducation nationale.

**Pour la destruction de l'école publique, pour la manipulation de la jeunesse au travers de la construction du syndicat "Avenir lycéen", pour la gestion catastrophique de la crise sanitaire à l'école et pour l'hommage minimal accordé à notre collègue Samuel Paty, nous demandons la démission du ministre de l'Éducation nationale.**

Les réformes engagées par le Ministre sont la cause du **renoncement de la santé au travail**. Le suicide de Christine Renon est emblématique de la dégradation croissante de nos conditions d'exercice. C'est la partie immergée de l'iceberg car en effet, **les suicides se sont massifiés depuis le passage de Blanquer rue de Grenelle** : on dénombre environ un suicide par semaine. Comme dans les autres services publics, l'Éducation nationale connaît une destruction massive guidée qui s'appuie sur **des réformes néolibérales et sur une gestion managériale qui recherche toujours le chiffre au détriment de l'humain**.

Pour Jean-Michel Blanquer, l'Éducation nationale n'a qu'une seule vocation : **former une main d'œuvre corvéable**. Creusement des inégalités sociales, sélection croissante, réduction des savoirs à enseigner, en témoignent le nombre d'heures d'enseignement, baisse du nombre d'enseignants, d'assistants d'éducation, de CPE, d'AESH, de personnels administratifs, d'infirmiers, d'assistant.e.s sociaux.ales... Jean-Michel Blanquer ce n'est pas l'école de la confiance mais l'école du pire qui assiste mois après mois une baisse continue de ses moyens. Pour arriver à ses fins, Jean-Michel Blanquer a fait le choix de l'autoritarisme avec une volonté assumée de mettre au pas les personnels et les élèves.

Le ministre a mis en place une répression croissante qui montre son incapacité d'accepter la moindre contradiction, la moindre opposition. **Lycéen-ne-s agenouillé-e-s devant un mur et humilié-e-s, lycéennes sommées de revêtir une tenue républicaine, lycéen-ne-s gazé-e-s en manifestation parfois même tabassé-e-s par les forces de police, lycéen-ne-s convoqué-e-s au commissariat, enseignant-e-s à Melle, Bordeaux, Nice, Cahors, Montauban ou encore Clermont-Ferrand poursuivi-e-s et même sanctionné-e-s** pour s'être opposé-e-s dans leur droit aux réformes engagées, Jean-Michel Blanquer ne recule devant rien et cherche, par tous les moyens à bâillonner les personnels et la jeunesse. **À la répression s'ajoute la manipulation**. En sous main, Blanquer et les plus hautes autorités de notre ministère ont manœuvré pour créer, à l'aide de fonds publics, un syndicat lycéen destiné à faire la propagande des réformes du ministre. Dans le cadre de ce syndicat "Avenir lycéen" les communiqués des élu.e.s lycéen- ne-s dans les CAVL étaient validés et parfois même réécrits par les rectorats et la DGESCO. Le scandale de ce syndicat monté de toutes pièces a été dénoncé par les journaux Médiapart et Libération qui ont mis à jour un nombre de preuves accablantes qui impliquaient directement le ministre. **Répression, manipulation et embrigadement de la jeunesse, voilà le vrai visage de Jean-Michel Blanquer !**

Par ailleurs, **la gestion de la crise de la Covid-19 a été catastrophique** et a illustré, une fois de plus, le peu de considération que ce gouvernement porte aux personnels de l'Éducation nationale et à la jeunesse. Ne communiquant que par voie de presse, dans le plus grand des mépris, Jean-Michel Blanquer a enchaîné les décisions hors sol qui ont mis en danger personnels et élèves. **Le ministre et les rectorats ont sciemment minimisé la crise sanitaire en dévoilant des chiffres erronés concernant les contaminations à la COVID 19. En Auvergne Rhône Alpes ils étaient 24 fois inférieurs à ceux de l'ARS**. Les personnels sur le terrain (enseignant-e-s, administratives et administratifs, surveillant- e-s, accompagnant-e-s, conseiller-e-s d'éducation...), sans moyens supplémentaires, ont courageusement porté à bout de bras cette crise sans précédent. Ce gouvernement est obsédé par la croissance économique pour assurer les dividendes des actionnaires. **L'École étant réduite au niveau de garderie du MEDEF**. En témoigne la dernière sortie en date où Jean Castex en personne demande aux élèves de ne pas venir à l'école les deux derniers jours de classe avant les vacances. Encore du mépris ! Mais cela révèle de fait, que la contamination en milieu scolaire est bien réelle.

Pour finir, le mépris a atteint un nouveau palier, lorsque **l'hommage à notre collègue Samuel Paty** a été réduit au dernier moment, à une minute de silence et à la lecture d'une lettre hors sol de Jean Jaurès. Ce non-hommage sous prétexte de crise sanitaire et de vigipirate a été vécu comme un mépris total, **renvoyant des collègues choqué-e-s voir traumatisé-e-s, seul-e-s face à leur deuil, face aux élèves...** Le meurtre de Samuel Paty a aussi mis en lumière la maltraitance imposée et organisée par la hiérarchie. Dans les circonstances, **le "#PasdeVague" reprenait ici tout son sens**. Cet hommage réduit à peau de chagrin n'était-il pas pour éviter la concertation des personnels, et un éventuel mouvement de contestation ?

Afin de camoufler l'affaire et surtout ne pas poser les vraies questions que cet attentat soulevait, Blanquer a tout fait pour **orienter notre colère contre nos propres élèves et leurs parents**. Ainsi, des consignes claires ont été données aux bons petits soldats de l'Éducation Nationale leur demandant de dénoncer les élèves qui ne respectaient pas la minute de silence ou perturbaient la parole ministérielle. Ainsi, des élèves ont été convoqués par les cellules laïcité des rectorats, d'autres se sont vu.e.s placé.e.s en garde à vue ainsi que leur famille, suite à des interpellations organisées dès 6h du matin à leur domicile, comme si ces enfants étaient de dangereux terroristes.

Ces événements éclairent les choix "pédagogiques" du ministre et son choix de société toujours plus à droite rappelant des événements sombres de notre histoire.

**La CGT Educ'Action demande la démission de Jean- Michel Blanquer pour l'ensemble de son œuvre !**

**Toutes et tous en grève le 26 Janvier 2021**



**Cgt-Educ'Action 06 34 Bd Jean Jaures 06300 Nice**  
**06@cgteduc.fr Site Internet: <https://www.cgteduc06.fr/>**  
Ne pas jeter sur la voie publique